
LES JEUX MÉDITERRANÉENS EN DANGER

Dans notre dernière édition nous avons annoncé que, malgré les événements dont le Liban était le théâtre, les Jeux Méditerranéens auraient lieu cette année à Beyrouth. Nous avons appris entre temps que la Fédération Internationale d'Athlétisme (IAAF), lors de son congrès tenu l'été dernier à Stockholm, avait pris une importante décision qui devait placer les organisateurs libanais dans une situation peu commune sinon critique. Cette décision risque fort de compromettre le succès de ces Jeux. En effet, l'autorisation d'organiser des épreuves d'athlétisme aux Jeux Régionaux ne pourra être accordée qu'à ceux d'entre eux qui inviteront les athlètes de TOUS LES PAYS (ayant une fédération affiliée

à la IAAF) appartenant à la dite région. C'est sur la proposition de la Fédération des Sports d'Israël que cette décision fut prise. Celle-ci concerne donc aussi les Jeux Méditerranéens. Or, pour qui connaît la situation existant entre le Liban et Israël et qui est, malheureusement, d'ordre politique, ces deux pays n'entretenant pas de relations diplomatiques, il semble exclu que les organisateurs libanais puissent inviter les athlètes d'Israël, pas plus, nous semble-t-il, serait-il possible à ces derniers d'accepter une telle invitation si elle leur était adressée.

Les dirigeants de la Fédération Internationale d'Athlétisme Amateur ne pouvant transgresser une décision prise en congrès,

force sera donc aux Libanais de trouver une nouvelle formule. Celle-ci pourrait consister à supprimer l'actuelle appellation de ces « Jeux Méditerranéens » (dits régionaux) et à les dénommer, par exemple, « Jeux du Liban », « Jeux de Beyrouth » ou encore « Jeux tri-continentaux ».

Dès ce moment la décision de la Fédération Internationale d'Athlétisme Amateur ne serait plus nécessairement applicable puisqu'elle ne se rapporte qu'aux Jeux « Régionaux »

et que les « Jeux X... » ne peuvent plus être considérés comme tels. La Fédération Internationale d'Athlétisme Amateur ne saurait ainsi refuser à ses affiliés d'y prendre part. En fait il n'y aurait que l'étiquette de changée, tandis que le Comité International Olympique ne pourrait pas accorder son patronage à ces nouveaux Jeux qui ne seraient plus des Jeux « Régionaux ». Tandis qu'on joue sur les mots, les choses en sont là au moment où nous mettons sous presse.